



1.5 HOURS FOR CLIMATE

Africa Climate Moonshot Initiative

Success Stories de projets climatiques en Afrique

Valoriser les outils permettant de suivre et d'évaluer le succès des projets ainsi que leur potentiel de duplication

Date de tenue de l'édition : 04 mai 2023

Intervenants :

- *M. Brahim Soudi*, Expert collaborateur du Centre 4C Maroc
- *M. Amadou Doudou Deme*, Co-fondateur ELEMENTERRE
- *M. Arafa Riadi*, Président de l'Union des Associations Idaougnidif (Sud du Maroc)
- *Mme. Ndeye Coumba Diop*, Adjointe au programme de préparation du GCF, GGGI

Modérée par : *Mme. Hafsa El Bekri*, Enseignante chercheuse à l'UEMF, Chercheuse associée au RIEMAS

Revoir l'édition intégrale : <https://fb.watch/oaiK97fcqr/>

Le Think Tank de l'Université EuroMed de Fès, le Centre de Compétences Changement en Climatique du Maroc (4C Maroc), Positive Agenda Advisory, MercureCab et l'Euro-Mediterranean Economists Association (EMEA) ont lancé l'initiative « 1,5 hours for climate », une série de webinaires autour de la question du changement climatique en Afrique. L'objectif de ces tables rondes est de fournir des analyses thématiques permettant l'émergence d'un réseau africain d'experts sur le changement climatique, l'énergie, l'eau et la sécurité alimentaire, afin de mettre en évidence les priorités africaines lors des négociations internationales. Chaque session aboutit à la formulation de recommandations spécifiques liées au thème abordé.

Introduction :

Du fait de la vulnérabilité de leurs économies aux impacts des changements climatiques, les pays africains estiment que l'action climatique représente un enjeu primordial pour leur développement. Pour répondre à ce défi, plusieurs projets climatiques ont été mis en place à travers le continent afin de favoriser l'adaptation des écosystèmes et de la biodiversité, ou encore de renforcer la résilience des communautés locales. Dans ce contexte, des dizaines de *success stories* ont émergé suite à l'impressionnante prolifération des initiatives de développement durable dans le continent.

Ces *success stories* représentent des exemples concrets de projets et d'initiatives qui ont pu avoir un impact positif sur la résilience climatique des communautés locales. Ces projets ont pour but de mettre en œuvre des pratiques durables et respectueuses de l'environnement, et par la même occasion, créer des emplois et des opportunités économiques pour les populations. Les projets peuvent toucher différents secteurs, tels que l'agriculture, la pêche, les énergies renouvelables, l'éco-tourisme ou encore la gestion des déchets. Les porteurs de succès de ces projets ont souvent dû surmonter de nombreux obstacles, tels que le manque de financement, la réglementation ou encore le manque de technologie, pour atteindre leurs objectifs. Au sein de l'initiative « 1.5 Hours for Climate », nous avons jugé utile de mettre en avant certaines *success stories* sur le continent africain afin de comprendre quels sont les outils qui permettent de mesurer et d'évaluer le succès des projets, ainsi que leur potentiel de duplication.

Recommandations issues de l'édition « 1.5 Hours for Climate : Success Stories de projets climatiques en Afrique »:

Les indicateurs pour mesurer le succès d'un projet, Mme. Ndeye Coumba Diop, Adjointe au Programme de Préparation du GCF, l'Institut Mondial de la Croissance Verte (GGGI)

L'Institut Mondial de la Croissance Verte (GGGI) a été créé en 2012 après l'adoption de la convention de Rio dans le but d'aider les pays membres à adopter des trajectoires à faible émission de carbone et à renforcer leur résilience face aux changements climatiques en mettant en œuvre les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) prévus par l'Accord de Paris. En 2021, un bureau pays a été établi à Abidjan pour soutenir le gouvernement ivoirien en renforçant ses capacités et en mobilisant des ressources pour les projets d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques.

Le bureau pays en Côte d'Ivoire a entrepris plusieurs projets, notamment la définition d'une stratégie de mobilisation de ressources climatiques en collaboration avec le gouvernement, la société civile et le secteur privé. Le GGGI collabore avec divers partenaires tels que des organisations des Nations Unies, la coopération norvégienne, le Royaume-Uni, la GIZ, l'USAID et la coopération coréenne. L'Institut travaille avec le Fonds Vert pour le Climat à travers des programmes de préparation visant à renforcer les capacités des parties prenantes nationales, à établir un cadre stratégique d'intervention et à mobiliser des ressources en développant un portefeuille de projets et des fonds d'investissement.

L'Institut se concentre sur deux aspects principaux : l'accès aux financements climatiques et la création de villes vertes. Les objectifs comprennent le renforcement des capacités des parties prenantes pour mobiliser des ressources, l'établissement d'un cadre stratégique à travers des politiques et des documents conseils, ainsi que le développement d'un portefeuille de projets soumis au Fonds Vert pour le Climat. L'Institut vise également à élaborer des normes pour les bâtiments écologiques, en coopération avec des partenaires tels que le ministère de l'Environnement, la Banque Nationale, le ministère de la Construction et le ministère de l'Énergie.

Pour assurer le suivi et l'évaluation des projets, un système de suivi est en place, avec des mécanismes de rappel pour la soumission de rapports internes et aux bailleurs de fonds.

Quatre indicateurs clés permettent d'évaluer l'efficacité d'un projet climatique, selon le GGGI :

- L'efficacité et la durabilité des ressources, en prenant en compte l'efficacité énergétique, l'utilisation efficiente de l'eau, l'utilisation durable des terres et des matériaux ;
- Les indicateurs d'économie verte, tels que les investissements verts, les emplois durables, les innovations ;
- L'inclusion sociale et de genre, avec des indicateurs de réduction de la pauvreté pour assurer l'équité sociale ;
- La protection du capital naturel, incluant la qualité de l'environnement, la réduction des gaz à effet de serre, le maintien de la biodiversité et des écosystèmes, ainsi que les avantages culturels et sociaux en matière d'adaptation.

Réplicabilité des projets, M. Brahim Soudi, Expert, Collaborateur du Centre 4C Maroc

Pr. Ibrahim Soudi a présenté une étude visant à identifier les meilleures pratiques en matière de lutte contre le changement climatique. En collaboration avec le **Centre 4C Maroc** et le **PNUD**, cette étude de modélisation a été réalisée sur la base d'évaluation de plusieurs projets, et ce dans le but d'établir un système de partage d'initiatives novatrices, favorisant l'inspiration mutuelle des communautés.

Le processus de modélisation a compris quatre étapes : **la création d'une base de données sur les initiatives et les projets communautaires liés à la lutte contre le changement climatique, l'évaluation sommaire des initiatives, la sélection des bonnes pratiques véhiculées par les projets réussis, et l'élaboration de fiches de bonnes pratiques pour leur dissémination et leur répliation.**

Au total, **80 initiatives et projets** sont répartis dans quatre grands domaines : **adaptation, atténuation, atténuation/adaptation, et éducation et sensibilisation**. Ces domaines sont ensuite déclinés en sous-domaines thématiques d'intervention, tels que la résilience des écosystèmes oasiens, l'arganier, les écosystèmes forestiers, les zones montagneuses et l'acacia. Les pratiques prépondérantes comprennent la mobilisation de l'eau, le stockage de l'eau, le pompage solaire, les équipements et infrastructures économes en bois de chauffe ou en énergie, l'écoconstruction et l'écologisation des douars, entre autres.

L'évaluation des initiatives est essentielle pour identifier les pratiques efficaces. Parmi les 80 initiatives évaluées, certaines ont été jugées très satisfaisantes, satisfaisantes, modérément insatisfaisantes ou insatisfaisantes. Les points forts incluent la dynamique de développement communautaire, la conciliation entre le développement et la protection des ressources naturelles, le renforcement des capacités et les mesures d'accompagnement, ainsi que le modèle de développement participatif. Les points faibles sont liés à l'absence d'une caractéristique de départ claire, à la sporadicité des actions, à la non-adoption de l'approche filière dans les activités agricoles et d'élevage, et à l'absence d'indicateurs vérifiables.

Quelques leçons ont été tirées de ces initiatives, notamment l'importance du financement adéquat, de la durée d'exécution appropriée, de la prise en compte du contexte socioéconomique et culturel des communautés, de l'adoption d'une approche cohérente et régulière, de l'accompagnement des bénéficiaires et de la planification de la pérennisation des projets.

Au total, **31 bonnes pratiques** ont été identifiées parmi les 80 projets évalués. Ces pratiques sont classées en bonnes pratiques établies et pratiques prometteuses. Cependant, la réplication des bonnes pratiques nécessite une adaptation au contexte spécifique de chaque projet.

Dans le cadre de la proposition d'un cycle de projet efficace, plusieurs éléments clés doivent être pris en compte :

1. Éviter les "shopping list" : Il est essentiel d'éviter la tendance à dresser une liste exhaustive de besoins sans priorisation claire. Une approche plus ciblée et stratégique est recommandée pour maximiser l'efficacité des actions entreprises.
2. Éviter de transformer l'idée de projet en une simple liste d'activités sans cadre logique axé sur les résultats : Il est primordial de développer un plan cohérent et structuré, aligné sur les objectifs et les résultats attendus, afin de garantir la pertinence et l'impact du projet.
3. Éviter la sporadicité des actions : Pour maximiser l'impact des projets, il est essentiel d'adopter une approche cohérente et régulière dans la mise en œuvre des actions. La continuité et la cohérence permettent de renforcer l'efficacité des initiatives et d'obtenir des résultats durables.
4. Assurer un accompagnement des bénéficiaires au fil du temps : Il est important de prévoir un suivi et un soutien régulier aux bénéficiaires du projet. Cela garantit une appropriation accrue des actions mises en place et favorise la durabilité des résultats obtenus.
5. Anticiper un mini-plan de pérennisation avant la clôture des projets/initiatives : Il est fréquent que de nombreux projets s'achèvent au moment même où ils devraient commencer à produire des effets tangibles. Pour éviter cette situation, il est recommandé d'établir dès le début un plan de pérennisation qui assure la continuité des bonnes pratiques et des résultats obtenus.
6. Adopter une approche filière pour les cas d'agriculture et d'élevage : Dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, il est essentiel d'adopter une approche intégrée qui prend en compte l'ensemble de la chaîne de valeur. Une approche filière permet de mieux coordonner les différentes étapes de la production, de la transformation et de la commercialisation, favorisant ainsi une plus grande efficacité et un impact durable.
7. Adopter des indicateurs d'effet/impact : Plutôt que de se focaliser uniquement sur des mesures quantitatives telles que le nombre de puits creusés ou le nombre de femmes formées, il est préférable d'utiliser des indicateurs d'effet et d'impact plus significatifs. Par exemple, évaluer le volume d'eau réellement mobilisé et le nombre d'hectares irrigués en fonction du nombre d'habitants desservis en eau potable. De même, mesurer l'amélioration des revenus des femmes ou la réduction de leurs charges de travail en développant d'autres activités.

Enfin, lors de la planification de la réplication et de la mise à l'échelle des bonnes pratiques des projets, il convient de reconnaître que cet exercice peut être fastidieux. **Certaines pratiques ne fonctionnent que dans des contextes spécifiques. Il est donc nécessaire de prendre en compte un ensemble de considérations techniques.**

Projet agricole en zone aride, M. Arafa Riadi, Président de l'Union des Associations Ida Ougnidif Sud du Maroc

Ida Ougnidif se situe au sud du Maroc, au sein d'une zone rurale montagneuse habitée par 2500 personnes. Un regroupement d'associations locales travaille en faveur de l'intérêt commun, de la biodiversité, de la lutte contre le changement climatique et de l'atténuation de ses effets.

Un diagnostic a été réalisé pour identifier les différents aspects de la situation :

- 40% de la population se consacre à l'agriculture.
- 70% des terrasses agricoles sont dans un état dégradé, avec des terres agricoles très limitées représentant seulement 10% de la surface totale de la zone.
- Le sol est fortement érodé, et la zone connaît des précipitations très faibles.

L'action menée reposait sur cinq axes :

1. Sensibilisation et renforcement des capacités des acteurs locaux : Des séances de formation et de sensibilisation ont été organisées pour 70 associations et coopératives.
2. Donner l'exemple aux habitants pour les sensibiliser à l'état de la terre et de la biodiversité locale : Un site pilote en partenariat avec la GIZ a permis la réhabilitation de près de 5000 mètres linéaires de terrasses agricoles.
3. Recherche de financements pour l'amélioration : Des collaborations ont été établies avec le ministère de l'Agriculture pour la réhabilitation des terrasses agricoles, ainsi qu'une deuxième convention portant sur le reboisement des anciens amandiers. L'objectif est de retenir le sol et de permettre l'infiltration de l'eau afin de reconstituer les nappes phréatiques de la zone.
4. Projet de plantation de 1000 hectares d'amandiers : Ce projet est en cours, avec 550 hectares déjà plantés. Le taux de réussite est moyen en raison de divers facteurs tels que les sécheresses et le pâturage.
5. Réhabilitation des pratiques ancestrales et des structures traditionnelles de gouvernance : En partenariat avec le Programme de microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial, l'objectif est de rétablir et de revitaliser les pratiques qui ont permis aux populations précédentes de préserver la biodiversité locale. Il vise à instaurer un cadre coutumier favorisant la préservation de la biodiversité et l'atténuation des effets du changement climatique. Un dernier projet consiste à valoriser les fruits, notamment les amandes, afin d'améliorer les revenus de la population locale.

S'adapter à son environnement dans le domaine du bâtiment et de la construction, M. Amadou Doudou DEME, Co-fondateur, ELEMENTERRE

M. Deme, expert en génie civil et fondateur de la société ELEMENTERRE au Sénégal. Dans cette région, où les températures sont élevées toute l'année avec une petite période de pluie, les bâtiments à Dakar sont principalement construits en béton. Face à une démographie galopante et à une augmentation rapide de la population urbaine, le secteur du bâtiment représente une part importante de la consommation d'énergie, en particulier pour la climatisation des bâtiments, qui compte pour **35% de la consommation énergétique**.

Dans le domaine de l'architecture, les architectes proposent des solutions adaptées visant à créer du confort tout en préservant l'environnement :

1. Minimiser les apports solaires pour maintenir la fraîcheur des bâtiments en utilisant des techniques d'occultation et d'autres solutions techniques appropriées.
2. Favoriser la ventilation naturelle afin de limiter la nécessité de recourir à la climatisation. Cela implique de travailler sur l'orientation des bâtiments et les ouvertures pour favoriser la circulation de l'air.
3. Utiliser des matériaux peu énergivores, abordables et promouvoir la réappropriation des savoir-faire locaux. L'efficacité énergétique peut être obtenue en utilisant ces matériaux adaptés à la région.

Il est essentiel de repenser les méthodes de construction en **se basant sur les pratiques locales et en valorisant les avantages de ces approches traditionnelles**. Par exemple, dans le sud du Sénégal, une architecture spécifique est mise en œuvre avec des toitures en charpente en bois, tandis que dans le nord, où les précipitations sont moins abondantes, l'architecture vernaculaire se caractérise par des toits plats et des formes plus arrondies. ELEMENTERRE adopte une approche locale en étudiant les matériaux disponibles sur le site et en explorant comment les transformer pour les rendre efficaces dans la construction. L'entreprise se concentre sur l'utilisation efficace de ces matériaux en privilégiant les doubles parois dans les maisons individuelles, l'isolation des toitures et l'utilisation de matériaux offrant une excellente inertie thermique. Par exemple, le roseau à massette, également appelé "typha", est une ressource utilisée par ELEMENTERRE pour développer des matériaux à base de typha et d'argile, tels que des briques et des toitures, offrant ainsi des alternatives durables et adaptées au contexte local.

Conclusion :

Les recommandations présentées dans ces différentes interventions mettent en évidence des stratégies essentielles pour la réussite des projets liés aux enjeux climatiques et environnementaux. Tout d'abord, il est nécessaire de mettre en place des indicateurs clairs et pertinents pour mesurer le succès des initiatives. Ces derniers permettraient d'évaluer l'impact réel des actions entreprises et de suivre leur progression, garantissant ainsi une meilleure gestion des projets.

De plus, la répliquabilité des bonnes pratiques joue un rôle clé dans la lutte contre le changement climatique. En identifiant et en partageant les initiatives réussies, il est possible d'inspirer et de motiver d'autres communautés à adopter des actions similaires. Cependant, il est important de prendre en

compte le contexte spécifique de chaque projet lors de la répliation, en adaptant les pratiques aux réalités locales.

Enfin, pour assurer l'efficacité des projets, il est primordial de mettre en œuvre un cycle de projet efficace. Cela implique d'éviter la tendance à énumérer une liste exhaustive d'activités sans priorisation claire, de développer un plan cohérent aligné sur les résultats attendus, de maintenir une approche cohérente et régulière dans la mise en œuvre des actions, d'assurer un accompagnement continu des bénéficiaires et de planifier la pérennisation des projets.